

Allocution de Jacques Diouf
Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et
l'agriculture (FAO)

« La sécurité alimentaire mondiale »

Bridge Forum Dialogue
Luxembourg, 9 avril 2009

Monsieur le Président du Bridge Forum Dialogue,
Honorables Membres,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur et un grand plaisir pour moi d'être aujourd'hui à cette Tribune du «Bridge Forum Dialogue» afin d'évoquer avec vous la dramatique question de la faim dans le monde.

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer ma profonde gratitude à Monsieur Yves Mersch, Président de la Banque Centrale de Luxembourg et du Bridge Forum Dialogue, qui a bien voulu m'inviter à votre prestigieux forum.

(Situation de l'insécurité alimentaire dans le monde)

Le monde traverse aujourd'hui une forte turbulence financière qui a conduit à un sérieux revers économique. Mais elle ne doit pas masquer la crise alimentaire mondiale qui a ébranlé l'économie agricole internationale et mis en évidence la fragilité du système agricole mondial.

Les trois dernières années ont été marquées par une flambée des cours des produits alimentaires. L'indice FAO des prix des denrées alimentaires a d'abord augmenté de 7 pour cent entre 2005 et 2006, puis de 26 pour cent l'année suivante, et enfin de 40 pour cent pendant la première moitié de 2008. Depuis juillet 2008, les bonnes perspectives mondiales de production, mais aussi la crise financière et la détérioration des conditions économiques ont entraîné un tassement des prix des principales céréales. En janvier 2009, l'indice a enregistré une baisse de 25 pour cent par rapport à janvier de l'année dernière et de 32 pour cent par rapport au maximum atteint en juin 2008. Il restait cependant en hausse de 19 pour cent par rapport à la moyenne annuelle de 2006 et de 27 pour cent par rapport à 2005. Dans le même temps, entre 2006 et 2008, les prix des engrais ont augmenté de 170 pour cent, les semences de 70 pour cent et les aliments du bétail de 72 pour cent. Tous ces produits sont donc devenus inaccessibles à la plupart des petits producteurs agricoles.

La crise alimentaire est le résultat d'un déséquilibre des marchés agricoles avec une demande en forte augmentation, une offre limitée et des stocks au plus bas niveau. Ces causes ont été largement expliquées en détail, je ne vais donc pas y revenir. Quant aux conséquences de cette crise, elles sont dramatiques avec des manifestations et parfois des émeutes dans une vingtaine de pays. En 2007, à cause surtout de la flambée des prix des denrées alimentaires, le nombre des

affamés dans le monde a augmenté de 75 millions, tandis qu'en 2008 ce chiffre s'est encore accru, selon nos estimations, de 40 millions. Au total, le monde

compterait donc 963 millions de personnes mal nourries. Cela signifie qu'aujourd'hui presque un milliard d'êtres humains, soit 15 pour cent de la population mondiale, souffre de faim chronique et de malnutrition.

Presque la totalité des sous-alimentés du monde vit dans les pays en développement : les enfants, les femmes et les populations indigènes sont des groupes particulièrement vulnérables. Dans la région d'Asie et du Pacifique, la crise de 2007 a plongé 41 millions de personnes supplémentaires aux 542 millions qui sont dans une situation d'insécurité alimentaire chronique. En Afrique subsaharienne, au cours de la même année, 24 millions de personnes ont subi le même sort que 212 millions de leurs concitoyens.

Cette situation internationale particulièrement grave d'insécurité alimentaire n'est cependant que la chronique d'une tragédie annoncée. En 2002, cinq ans après le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de 1996 sur la sécurité alimentaire, nous étions déjà obligés de convoquer à nouveau un sommet pour attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait que les ressources qui devaient financer les programmes agricoles dans les pays en développement étaient en train de baisser, au lieu d'augmenter. Ainsi, l'objectif de réduction de moitié de la faim dans le monde à l'horizon 2015 risquait fort de n'être atteint qu'en 2150, si cette tendance se maintenait.

*Honorables Membres,
Mesdames et Messieurs,*

Le mois dernier, on recensait encore 32 pays en situation de crise alimentaire grave nécessitant une aide d'urgence. Parmi ces pays, 20 se trouvent en Afrique, 10 en Asie et trois dans les Caraïbes.

En effet, la baisse des prix des produits alimentaires au niveau international ne s'est pas répercutée sur les marchés nationaux des pays en développement.

En outre, le fléchissement des prix agricoles et l'incertitude économique pourraient décourager les investissements de certains agriculteurs. Les semis de céréales de la prochaine campagne risquent d'être significativement réduits, entraînant une importante baisse de la production en 2009/10 et une nouvelle flambée des prix, même si l'impact de la récession économique sur les revenus des consommateurs pourrait en tempérer l'ampleur.

La demande croissante de produits agricoles pour le secteur des bioénergies et les effets du changement climatique, facteurs déterminants de l'offre et de la demande, vont aggraver les risques d'insécurité alimentaire dans les pays en développement, et en particulier ceux à revenu faible et à déficit vivrier. En outre, l'urbanisation et la forte croissance démographique vont entraîner un accroissement de la demande d'aliments et un changement des habitudes alimentaires.

La crise financière peut en outre restreindre l'accès au crédit, limitant ainsi l'acquisition sur le marché des quantités de nourriture nécessaires à l'alimentation ainsi que l'investissement dans les moyens de production et les infrastructures rurales.

(Réponses de la FAO)

Les études prospectives de la FAO sur la hausse des prix des aliments, le changement climatique et le développement des bioénergies, l'ont conduit à organiser, du 3 au 5 juin 2008, une Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale. À cette occasion, les délégués de 181 pays, dont 43 chefs d'État et de gouvernement et plus de 100 ministres, ont réaffirmé la nécessité de produire plus, en particulier dans les pays à revenu faible et à déficit vivrier, et donc d'investir davantage dans l'agriculture.

En avril 2008, le Secrétaire général de l'ONU a établi l'Équipe spéciale de haut niveau du Système des Nations Unies, des Institutions de Bretton Woods et d'autres organisations internationales, pour apporter une réponse unifiée à la crise alimentaire. J'ai eu l'honneur d'être nommé Vice-président de cette Équipe par le Secrétaire général.

L'Équipe a préparé le « Cadre global d'action » qui définit la position commune des membres de l'Équipe spéciale sur les actions à mettre en œuvre à court, moyen et long termes pour faire face à la crise et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux national, régional et mondial, en concentrant l'action sur deux fronts – résoudre dans l'immédiat les problèmes d'urgence alimentaire et promouvoir à long terme la production et la productivité agricoles.

Ce Cadre d'action a été présenté par le Secrétaire général au Sommet du G-8 au Japon en juillet 2008 et à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre dernier.

La FAO a mené aussi différentes actions dans le cadre de son « Initiative de lutte contre la flambée des prix des denrées alimentaires » lancée le 17 décembre 2007. Elle a mobilisé 151 millions de dollars E.U. pour permettre aux petits agriculteurs d'avoir accès aux intrants. Les distributions de semences et d'engrais ont commencé dès l'été 2008. L'Organisation a aussi fourni une expertise et un appui techniques aux 98 pays ayant demandé une assistance pour l'élaboration de politiques appropriées de sécurité alimentaire.

Mais la situation internationale actuelle marquée par une crise financière et économique ne facilite pas notre tâche. Pourtant, il y a des signes encourageants, comme la décision de l'Union européenne d'affecter un milliard d'euros aux pays en développement afin de faire face à la crise alimentaire. Les moyens financiers sont cependant encore très loin d'être à la hauteur des besoins des pays en développement.

(Questions et défis mondiaux)

*Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

L'accroissement de la productivité et de la production, en priorité dans les pays à revenu bas et à déficit vivrier, est la solution structurelle au problème de l'insécurité alimentaire dans le monde. La gravité de la crise alimentaire actuelle

et la difficulté à y faire face sont la conséquence de 20 années de sous investissement dans l'agriculture des pays les plus pauvres. Il faut donc renverser la tendance négative de la part de l'agriculture dans l'aide publique au développement, qui est passée de 17 pour cent en 1980 à 3,8 pour cent en 2006. Il faut aussi recourir à des solutions novatrices de mobilisation de l'investissement étranger direct du secteur privé. Il convient d'établir, par exemple, des arrangements qui respectent les intérêts des différentes parties en développant des partenariats entre, d'une part, les pays qui ont des ressources financières et des technologies et, d'autre part, ceux qui ont des terres, de l'eau et des ressources humaines.

Les agriculteurs des pays pauvres ont besoin d'améliorer leurs conditions de vie. Ils doivent pouvoir vivre dignement, en travaillant avec les moyens de leur époque. Il leur faut des semences à haut rendement, des engrais, des aliments du bétail et d'autres intrants modernes. Ils ne peuvent continuer, comme au Moyen Age, à labourer la terre avec des outils traditionnels dans des conditions aléatoires, au gré des caprices du temps. Des investissements dans les infrastructures rurales sont donc nécessaires; notamment pour la maîtrise de l'eau, avec l'irrigation et le drainage. En effet, sur 96% des terres en Afrique sub-saharienne, la production dépend encore de la pluviométrie. Ils ont besoin de moyens de stockage pour éviter les pertes de récoltes qui peuvent atteindre de 40 à 60% pour certaines productions. Des routes rurales sont indispensables pour l'arrivée des facteurs modernes de production et le transport des récoltes vers les marchés nationaux et régionaux à des coûts compétitifs.

Il est important d'apporter des réponses à des questions de fond complexes, notamment une meilleure gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale, le renforcement des institutions nationales de soutien aux petits agriculteurs, l'accroissement de l'aide publique au développement, l'augmentation de la part de l'agriculture dans les budgets nationaux et la mise en place d'incitations pour encourager les investissements privés.

L'attention nécessaire pour faire face à la crise financière et économique qui augmente le chômage et aggrave la pauvreté ne doit pas aboutir à la marginalisation un milliard de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition dans les préoccupations des dirigeants du monde. Il faut donc mettre au premier plan de l'ordre du jour international la question de l'insécurité alimentaire mondiale qui, si elle n'est pas réglée, va devenir un problème de paix et de sécurité dans le monde.

Il faut que l'on ait le courage de s'attaquer aux problèmes structurels et donc aux causes, au lieu de réagir seulement pour faire face aux conséquences de cette problématique. Ainsi, les dirigeants du monde et la communauté internationale devraient dégager un large consensus pour l'éradication définitive de la faim

dans le monde. La réalisation de cet objectif faciliterait la mise en œuvre des «Directives sur le droit à l'alimentation» et le doublement de la production alimentaire mondiale requise d'ici 2050, pour nourrir 9 milliards d'êtres humains.

Il faut aussi établir un système agricole mondial qui permettra aux agriculteurs des pays développés et des pays en développement d'avoir un revenu comparable à celui des travailleurs des secteurs secondaire et tertiaire dans leurs pays respectifs, grâce à un soutien à l'agriculture exempt d'effets de distorsion sur les marchés.

Il faut de plus adopter un mécanisme de réaction rapide en cas de crise alimentaire, utilisant le système d'alerte rapide qui a très bien fonctionné en 2007. Car s'il y a des mécanismes bilatéraux, régionaux et internationaux pour agir en cas de catastrophes naturelles ou de conflits, rien de comparable ne permet de faire face à une crise alimentaire comme celle de 2007.

Il faut de plus mobiliser 30 milliards de dollars E.U. par an pour des investissements dans les infrastructures rurales et pour augmenter la productivité et la production agricoles, mais également pour garantir la sécurité sanitaire et la qualité des aliments.

Ceci devrait être possible dans un monde où en 2007, 365 milliards de dollars E.U. ont été consacrés au soutien de l'agriculture dans les pays de l'OCDE et où l'on a dépensé 1 340 milliards de dollars E.U. pour les armements dans les pays développés et en développement; mais où récemment l'on a pu trouver en quelques semaines plus de 3 000 milliards de dollars E.U. pour faire face à la crise financière mondiale.

(Gouvernance)

Pour atteindre de tels objectifs face à l'importance des enjeux et aux difficultés rencontrées ces dernières années, il faut renforcer au niveau international la gouvernance de la lutte contre l'insécurité alimentaire en s'appuyant sur les structures et les programmes déjà en place. Pour cela, il convient de revitaliser et de renforcer le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

Ce Comité, qui a été établi après la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974 sert de forum pour l'examen et le suivi des politiques et des programmes concernant la sécurité alimentaire mondiale. Chargé directement du suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, le Comité examine aussi les principaux problèmes et questions affectant la situation alimentaire mondiale. Il surveille les initiatives prises par les parties concernées et propose les mesures nécessaires pour promouvoir l'objectif de la sécurité alimentaire mondiale. Le CSA qui est intergouvernemental, a aussi un caractère universel. Il est ouvert à toutes les Nations Membres de la FAO et à tous les États des Nations Unies, ainsi qu'aux représentants d'autres institutions internationales, des ONG, de la société civile et du secteur privé.

Le Comité sur la sécurité alimentaire, rénové, de haut niveau politique, renforcé scientifiquement et plus ouvert aux différents partenaires, doit devenir un lieu de débats, de synthèse et de convergence, mais aussi d'orientation stratégique pour la définition et le suivi de la mise en oeuvre des politiques agricoles et de sécurité alimentaire au niveau national, régional et international.

(Conclusion)

*Honorables Membres,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

Notre défi est double. Nous devons assurer la sécurité alimentaire des 963 millions, bientôt un milliard, de personnes souffrant de la faim dans le monde. Et nous devons aussi nous préparer à nourrir convenablement 9 milliards de personnes en 2050. Et pour cela il faudra doubler la production alimentaire mondiale, qui doit être durable parce que soucieuse de l'environnement. C'est pourquoi il faut des ressources financières indispensables aux investissements nécessaires dans l'agriculture des pays les plus pauvres. Nous devons assurer le droit le plus fondamental de l'être humain – le droit à l'alimentation.

Conformément aux engagements de Monterrey en 2002, de Doha en 2008, la part de l'agriculture dans l'Aide publique au développement, qui s'élevait en 2007 à 6,6 milliards de dollars, doit revenir au niveau des 17 pour cent d'il y a 20 ans. Cet objectif doit aussi être celui des Institutions financières internationales, des banques régionales et sous-régionales de développement, et des Fonds et organismes d'aide bilatérale.

Un consensus politique international au plus haut niveau est ainsi nécessaire, non seulement pour les solutions techniques et économiques, mais aussi pour les structures de réflexion et de décision ainsi que les moyens d'action à la hauteur des défis de la faim et de l'alimentation dans le monde.

C'est le gage le plus sûr d'un monde de progrès économique et social qui crée les conditions de paix et de sécurité de l'humanité.
Je vous remercie de votre aimable attention.